

UDAF DE L'ARDECHE
370 AVENUE JACQUES DUPIN
07000 PRIVAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2023

www.anc2-expertise.fr • contact@anc2-expertise.fr

- Agence d'Annonay
Domaine de la Gare
«Le Rossini»
07100 Annonay
t. 04 75 33 11 11
- Agence du Cheylard
5 rue Saint Joseph
07160 Le Cheylard
t. 04 75 29 11 19
- Agence de Davézieux
15 rue des Pins
Centre le Mas
07430 Davézieux
t. 04 75 67 67 62
- Agence de Lamastre
26 place Seignobos
07270 Lamastre
t. 04 75 07 63 36
- Agence de Sarraz
43 av. du 8 mai 1945
07370 Sarraz
t. 04 75 23 02 90
- Agence de Tournon
6 rue Lagrange
07300 Tournon
t. 04 82 13 00 01
- Agence de Valence
4 rue Georges Auric
26000 Valence
t. 04 75 33 11 11
- Agence de Vernoux
5 rue Simone Vialet
07240 Vernoux en Vivarais
t. 04 75 29 11 19

Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région de Lyon
Commissaire aux comptes de la Compagnie de Nîmes

SARL au capital de 40 000 € - RCS 328 131 636 00032 - NAF 6920Z - n° TVA Intracom : FR23328131636

UDAF DE L'ARDECHE
370 AVENUE JACQUES DUPIN
07000 PRIVAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs les membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilité du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection

d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annonay, le 14 Juin 2024

Pour SARL ANC²

Michel CRESPIN

Commissaire aux comptes

www.anc2-expertise.fr • contact@anc2-expertise.fr

• Agence d'Annonay
Domaine de la Gare
«Le Rossini»
07100 Annonay
t. 04 75 33 11 11

• Agence du Cheylard
5 rue Saint Joseph
07160 Le Cheylard
t. 04 75 29 11 19

• Agence de Davézieux
15 rue des Pins
Centre le Mas
07430 Davézieux
t. 04 75 67 67 62

• Agence de Lamastre
26 place Seignobos
07270 Lamastre
t. 04 75 07 63 36

• Agence de Sarras
43 av. du 8 mai 1945
07370 Sarras
t. 04 75 23 02 90

• Agence de Tournon
6 rue Lagrange
07300 Tournon
t. 04 82 13 00 01

• Agence de Valence
4 rue Georges Auric
26000 Valence
t. 04 75 33 11 11

• Agence de Vernoux
5 rue Simone Vialet
07240 Vernoux en Vivarais
t. 04 75 29 11 19

Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région de Lyon
Commissaire aux comptes de la Compagnie de l'Imes

SARL au capital de 40 000 € - RCS 328 131 636 00032 - NAF 6920Z - n° TVA Intracom : FR23328131636

BILAN ACTIF
GLOBAL INSTITUTION ET SERVICES UDAF ARDECHE

ACTIF	31/12/2023			31/12/2022
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres immobilisations incorporelles	83 514.76	83 514.76	0.00	0.00
Immobilisations incorporelles en cours	0.00	0.00	0.00	0.00
Immobilisations corporelles				
Terrains	158 709.73	0.00	158 709.73	158 561.29
Constructions	1 708 125.31	1 031 475.60	676 649.71	726 850.35
Installations techniques, matériel et outillage	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres immobilisations corporelles	624 592.24	525 860.64	98 731.60	80 303.36
Immobilisations corporelles en cours	1 083 242.83	0.00	1 083 242.83	78 432.01
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres titres immobilisés	0.00	0.00	0.00	0.00
Prêts	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres immobilisations financières	1 476.00	0.00	1 476.00	1 476.00
TOTAL 1	3 659 660.87	1 640 851.00	2 018 809.87	1 045 623.01
Comptes de liaison	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL 2	0.00	0.00	0.00	0.00
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres approvisionnements	0.00	0.00	0.00	0.00
En-cours de production (biens et services)	0.00	0.00	0.00	0.00
Produits intermédiaires et finis	0.00	0.00	0.00	0.00
Marchandises	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres stocks	0.00	0.00	0.00	0.00
Avances et acomptes versés sur commandes	4 822.50	0.00	4 822.50	0.00
Créances				
Créances redevables et comptes rattachés	147 214.76	0.00	147 214.76	178 086.03
Autres créances	3 023.20	0.00	3 023.20	3 932.80
Valeurs mobilières de placement	1 130 955.20	0.00	1 130 955.20	1 603 964.20
Disponibilités	894 361.28	0.00	894 361.28	673 376.80
Charges constatées d'avance	16 831.00	0.00	16 831.00	0.00
TOTAL 3	2 197 207.94	0.00	2 197 207.94	2 459 359.83
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0.00	0.00	0.00	0.00
Primes de remboursement des obligations	0.00	0.00	0.00	0.00
Ecart de conversion (actif)	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL GENERAL	5 856 868.81	1 640 851.00	4 216 017.81	3 504 982.94

BILAN PASSIF
GLOBAL INSTITUTION ET SERVICES UDAF ARDECHE

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	0.00	106 714.31
Fonds associatifs avec droit de reprise	0.00	0.00
Dons et legs	0.00	0.00
Subventions d'investissement	0.00	0.00
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	328 020.09	328 020.09
Réserve de compensation	93 810.62	93 810.62
Réserve de compensation des déficits	182 718.20	123 584.32
Réserve de compensation des charges d'amortissement	0.00	0.00
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de rou	0.00	0.00
Autres réserves	623 178.83	614 568.98
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	240 473.37	95 800.78
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inoppos	0.00	0.00
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	55 656.36	45 251.70
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	0.00	- 5 929.45
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	55 335.60	80 955.25
Subventions d'investissement	0.00	41 080.87
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement	0.00	0.00
Amortissements dérogatoires & provisions pour renouvellement	0.00	18 383.12
Réserves des plus-values nettes d'actif	0.00	0.00
Immobilisations grevées de droits	0.00	0.00
Autres provisions réglementées	0.00	0.00
TOTAL 1	1 579 193.07	1 542 240.59
Comptes de liaison	0.00	0.00
TOTAL 2	0.00	0.00
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	191 069.97	159 325.00
Provisions pour charges	666 281.19	642 754.43
Fonds dédiés	26 981.29	0.00
TOTAL 3	884 332.45	802 079.43
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	897 726.30	27 500.29
Emprunts et dettes financières divers	0.00	0.00
Dépôts et cautionnements reçus	0.00	0.00
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0.00	0.00
Redevables créditeurs	0.00	0.00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 578.94	55 020.44
Dettes sociales et fiscales	386 587.45	386 737.16
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	472.42	472.42
Autres dettes	385 896.58	641 703.52
Produits constatés d'avance	30 230.60	49 228.99
TOTAL 4	1 752 492.29	1 160 662.82
Ecart de conversion (passif)	0.00	0.00
TOTAL GENERAL	4 216 017.81	3 504 982.84

COMPTES DE RESULTAT

CONSOLIDE

		Exercice N	Exercice N-1	ECART N/N-1	
LIBELLES		2023	2022	Euros	%
	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Produits des Tutelles	2 038 645,34	1 877 512,35	161 132,99	0,09
	Produits & Prestations de Services autres	301 555,13	272 741,61	28 813,52	0,11
	Fonds spécial	236 454,23	228 346,74	8 107,49	0,04
	Subventions de Fonctionnement autres	654 175,12	565 444,00	88 731,12	0,16
	Reprises sur Amortiss.& Provis., Transferts de Charges	31 178,69	122 397,57	-91 218,88	-0,75
	Produits de Gestion courante autres	3 913,60	3 605,00	308,60	0,09
	Total des Produits d'Exploitation (I)	3 265 922,11	3 070 047,27	195 874,84	0,06
	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats stockés, Approvisionnements autres				
	Variation de Stocks				
	Achats et Charges Externes autres	484 535,82	455 073,36	29 462,46	0,06
	Impôts, Taxes et versements assimilés	177 457,00	188 077,51	-10 620,51	-0,06
	Salaires et Traitements	1 750 833,12	1 652 652,00	98 181,12	0,06
	Charges Sociales	648 209,58	632 492,14	15 717,44	0,02
	Dotations aux Amortissements sur Immobilisations	85 297,13	76 900,31	8 396,82	0,11
	Dotations aux Provisions sur Immobilisations				
	Dotations aux Provisions sur Actif Circulant				
	Dotations aux Provisions pour Risques et Charges	66 784,97	13 414,00	53 370,97	3,98
	Subventions versées aux Associations	18 582,44	17 957,07	625,37	0,03
	Charges de Gestion courante autres	1 128,60	1 061,25	67,35	0,06
	Total des charges d'Exploitation (II)	3 232 828,66	3 037 627,64	195 201,02	0,06
1 -	RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	33 093,45	32 419,63	673,82	0,02
	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits des Valeurs Mobilières et Créances autres	40 000,00	1 905,51	38 094,49	19,99
	Intérêts et Produits assimilés autres				
	Reprises sur Provisions et Transferts de Charges				
	Produits nets s/cessions Valeurs Mobilières Placement	4 298,70			
	Total Produits Financiers (III)	44 298,70	1 905,51	38 094,49	19,99
	CHARGES FINANCIERES				
	Dotations Financières aux Amortissements et Provisions				
	Intérêts et Charges assimilées	6 837,50	511,44	6 326,06	12,37
	Charges nettes s/Cessions Valeurs Mobilières Placement				
	Total des Charges financières (IV)	6 837,50	511,44	6 326,06	12,37
2 -	RESULTAT FINANCIER (III-IV)	37 461,20	1 394,07	31 768,43	25,87
3 -	RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)	70 554,65	33 813,70	32 442,25	1,09
	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Produits Exceptionnels sur Opérations de Gestion & Dive	502,68	47 141,55	-46 638,87	-0,99
	Produits Exceptionnels sur Opérations en Capital				
	Reprises Except. Sur Provisions, Transferts de Charges				
	Total Produits Exceptionnels (V)	502,68	47 141,55	-46 638,87	0,00
	CHARGES EXCEPTIONNELS				
	Charges Exceptionnels sur Opérations de Gestion & I.S.	5 721,73		5 721,73	0,00
	Charges Excpctionnels sur Opérations en Capital				
	Dotations Except. Aux Amortissements et Provisions				
	total des Charges Exceptionnelles & I.S. (VI)	5 721,73	0,00	5 721,73	0,00
4 -	RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-5 219,05	47 141,55	-52 360,60	-1,11
5 -	RESULTAT INTERMEDIAIRE (3+4)	65 335,60	80 955,25	-19 918,35	-0,19
	" +Report ressources non utilisées des excerc.antérieurs				
	" -Engagements à réaliser sur ressources affectées	10 000,00			
	TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+Ressources)	3 310 723,49	3 119 094,33	187 330,46	0,06
	TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+Engagements)	3 255 387,89	3 038 139,08	207 248,81	0,07
6 -	RESULTAT : EXCEDENT OU INSUFFISANCE	55 335,60	80 955,25	-19 918,35	-0,32

I - ANNEXE

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2023

A) Rappel de l'objet social et l'entité

L'UDAF de pour objet, sur plan départemental :

- D'appliquer les dispositions de l'article L.211-3 du code de l'action sociale et des familles.
- De donner à l'UNAF, des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui soumettre toutes suggestions lui semblant opportunes.
- D'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles.
- De mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leurs missions.
- De faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial exercent une activité utile aux familles.
- De gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier.
- D'agir dans tous les domaines de la vie des familles.

B) Rappel de la nature et du périmètre des missions sociales réalisées.

-L'UDAF 07 a pour mission dans le périmètre défini par l'article L.211-3 du code de l'action sociale et des familles d'assurer la défense et la représentation des familles auprès des pouvoirs publics. Elle développe et gère également de nombreux services d'aide aux familles et aux personnes, par délégation de service public ou de sa propre initiative.

Le service le plus important de l'association (MJPM) compte 1093 mesures au 31/12/2023 soit 7% de hausse par rapport à 2022.

Le service DPF durant l'exercice recense 37 mesures soit une hausse de 2.77% par rapport au réalisé 2022.

C) Moyens mis en œuvre

L'UDAF 07 est propriétaire des locaux suivants :

pour le siège au 22 cours du temple à Privas,
d'une antenne à Privas au 9 cours du temple
et d'une antenne à Annonay Résidence les cordeliers

Elle est locataire de l'antenne à Aubenas 2 bd Pasteur.

L'UDAF07 loue une flotte d'une vingtaine de véhicules pour permettre aux salariés essentiellement les délégués mandataires d'assurer leurs prestations auprès des personnes protégées.

L'UDAF07 dispose d'un personnel au cours de l'année 2023 de 53.04ETP pour assurer les différentes tâches décrites ci-dessus, se répartissant comme suit

- 38.91 ETP en MJPM
- 1.80 ETP en DPF
- 2.60 ETP en PCB
- 2.36 ETP en gestion du FUL et FAJ

- 4.83 ETP en MASP/MAESF
- 1.34 ETP en conseiller numérique
- 1.20 ETP en AF

D) FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE :

Application effective de la réforme de la tutelle et de son financement à compter du 1er Janvier 2009

E) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

- A compter du 31/1/2008 application de la nouvelle présentation du plan comptable des établissements sociaux et médico sociaux privé complet conformément au décret du 22/10/2003 et modifié par arrêté du 11/12/2014.
- L'UDAF de l'Ardèche applique les dispositions financières du code de l'action sociale et des familles
- Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
 - continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
 et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
- Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déductions des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Conformément aux dispositions du code de l'action sociale et des familles, l'UDAF établit des comptes séparés selon les activités et l'origine des financements.

- Institution familiale
- Surendettement
- Logement
- Gestion FAJ
- MJAGBF/DPF
- MJPM
- MASP/MAESF
- Point Conseil Budget

F) NOTES SUR LE BILAN :

F-1) BILAN ACTIF :

⇒ **Immobilisations détenues en Crédit-bail** : néant

L'UDAF n'utilise pas les comptes des fonds dédiés

⇒ **Amortissements pour dépréciation** :

moyenne	Mode d'amortissement	Durée
Constructions	Linéaire	40 ans
Agencements	Linéaire	20 ans
Matériels et outillages	Linéaire	10 ans
Matériels informatiques	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans

⇒ **Actif circulant – Classement par échéance** :

L'échéance de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

⇒ **Actif circulant – Produits à recevoir :**

Les produits à recevoir sont constitués du :

- Solde des prélèvements des frais de gestion des majeurs MJPM
- Solde de la convention de gestion du FAJ au Département,
- Solde de la convention de gestion du FUL au Département,
- Solde de la facturation des mesures MASP du 4^{ème} trimestre 2023,
- Solde facture ASLL 2023 et solde subvention CAF du PCB,
et s'élèvent à 146 794.76 € au 31/12/2023.

⇒ **Actif circulant – Charges constatés d'avance : s'élève à 16 831.00**

Correspondent à la cotisation assurance dommages nouveau local du 09/02/23 au 09/02/33 et à la facture de timbres de 2024 de Aubenas.

xxxxxxxxxxxxxx

F-2) BILAN PASSIF :

⇒ **Provisions pour risques et charges :**

↘ **Institution**

✓ Provision pour charges		
• Obligation contractuelle	=	353 571.04 €
• Grosses réparations	=	59 145.60 €
• Formation et risque	=	27 315.00 €
• Recommandation nexem	=	506.75 €
		<hr/>
		440 538.39 €

↘ **Tutelles MJPM**

✓ Provision pour risques		
• Pour risques dossiers tutelle	=	51 769.00 €
• Pour risques formation	=	11 952.00 €
• Provision pour retraite	=	103 853.00 €
• Provision mise en conformité +RGPD=		6 150.00 €
• Provision pour charge (formation) =		14 859.59 €
• Provision pour grosses réparations =		33 026.00 €
• Provision recomm.nexem	=	21 099.32 €
• Prov. dépassement kms	=	500.00 €
		<hr/>
		243 208.91 €

↘ **Tutelles MJAGBF**

• Provision pour retraite	=	4 443.48 €
• Provision pour charge formation =		3 600.00 €
• Provision pour risque recom.nexem =		585.15 €
		<hr/>
		8 628.63 €

➤ **MASP / MAESF**

• Provision pour obligation contractuelle	=	55 882.48 €
• Provision pour formation cnc	=	5 750.00 €
• Provision pour RGPD	=	6 240.00 €
• Provision pour risque arrêt service masp	=	20 749.00 €
• Provision recomm.nexem	=	1 224.44 €
		<hr/> 89 845.92 €

➤ **Point Conseil Budget**

• Provision pour obligation contractuelle	=	7 550.00 €
• Provision pour formation	=	5 800.00 €
• Prov.recommand.Nexem	=	965.24 €
		<hr/> 14 315.24 €

➤ **Logement**

• Provision pour obligation contractuelle	=	37 900.00 €
• Provision pour risque logiciel + person.	=	8 000.00 €
• Provision mise en conformité RGPD	=	5 000.00 €
• Prov.recommand.Nexem	=	797.93 €
		<hr/> 51 697.93 €

➤ **Gestion FAJ**

• Provision pour obligation contractuelle	=	2 150.00 €
• Provision pour formation RGPD	=	3 000.00 €
		<hr/> 5 150.00 €

➤ **Gestion Conseiller Numérique**

• Provision pour risque et charge	=	1 500.00 €
• Prov.recommand.Nexem	=	2 466.14 €
		<hr/> 3 966.14 €

Total = 857 351.16 €

⇒ **Dettes financières – Classement par échéance :**

Emprunt au 31/12/23

Dettes	Total dû au 31/12	dû à 1 an au plus	dû entre 1 et 5 ans	dû à plus de 5 ans
<i>mjpm</i>				
Emprunt souscrit le 28/08/15	17 500.33	9 999.96	7 500.33	
<i>Inst.</i>				
Emprunt ca	877 159.87			
Emprunt ca	3 066.10			

TOTAL	897 726.30	9 999.96	17 500.33
--------------	------------	----------	-----------

Dettes financières – Sûreté réelles accordées :

Type finale	Bien donné en garantie	Montant de la dette au 31/12	Echéance de la dette
Nantissement			
Hypothèque			

⇒ **Autres dettes – Classement par échéance :**

Toutes les dettes, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

⇒ **Autres dettes, Provision pour Congés à Payer :**

Provision pour congés à payer totalement provisionnée par service

⇒ **Produits constatés d'avance :** 30 230.60€

Subvention ISTF du 1/1/24 au 31/10/24	10 230.60 €
Subvention Pacs solidarité MDF 2024	20 000.00 €

F-3) BILAN :

⇒ **Comptes de liaison au 31/12/23 relatif à la trésorerie**

services	ACTIF	PASSIF
Institution	34 584.38	276 052.77
MJAGBF	/	23 134.75
MJPM	262 462.28	/
MASP/MAESF	9 484.43	13 723.58
logement	29 894.37	879.75
Conseiller num.	3 549.36	7 024.07
Gestion faj	/	13 491.89
Point Conseil Budget	884.85	6 552.86
totaux	340 859.67	340 859.67

Les comptes de liaison sont équilibrés au 31/12/23

Au titre de changement de méthode à la demande du commissaire aux comptes, les comptes de liaison ont été compensés conformément aux dispositions du plan comptable dans le bilan consolidé.

⇒ **Montant des fonds gérés par service**

FUL	:	317 752.04
FAJ	:	6 703.69
MASP	:	6 225.70
MJAGBF	:	21 347.52
MJPM	:	11 344.54
Soit un total de		363 373.49

Montant des patrimoines tutelles 32 703 711.36€

G) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

⇒ **Subventions** : conditions suspensives ou résolutoires :

Néant

⇒ **Charges et Produits exceptionnels et sur exercices antérieurs** :

Néant

⇒ **Recettes par activité**

au 31/12/2023	RECETTES								
	institution	CONS.NUM	LOGEMENT	GEST.FAJ	MASP	DPF	MJPM	PCB	TOTAL
CAF ARDECHE DPF						121 199,41			121 199,41
ETAT							1 907 699,02		1 907 699,02
MSA						4 006,59			4 006,59
MAJEURS PROTEGES							301 555,13		301 555,13
FONDS SPECIAL UNAF									0,00
PART I	185 824,42								185 824,42
PART II	16 691,45	12 580,53						21 357,83	50 629,81
DEPARTEMENT	14 000,00		95 667,00	22 500,00	264 932,00		5 740,32	61 000,00	463 839,32
DEPT. SOUT.PARENT.MDF	13 847,00								13 847,00
CAF ARDECHE		8 000,00						22 600,00	30 600,00
SUB CONSO UNAF	356,00								356,00
ETAT CNFS/CDC		25 334,00						54 396,00	79 730,00
ISTF DDCSPP	10 380,12								10 380,12
DPT PLAN PAUVRETE		40 283,00							40 283,00
PACS SOLDI. MDF ACCES A	10 000,00								10 000,00
ACTION LOGEMENT								10 880,00	10 880,00
TOTAL	251 098,99	86 197,53	95 667,00	22 500,00	264 932,00	125 206,00	2 214 994,47	170 233,83	3 230 829,82

⇒ **Charges et Produits exceptionnels et sur exercices antérieurs :**

Cession d'éléments d'actifs, ventes de véhicules.

H) AUTRES INFORMATIONS :

Ventilation de l'effectif moyen de l'exercice :

Renseignements en E.T.P. tels qu'ils ressortent de l'état du personnel.

Catégories	Direction / Encadrement	Administration/ Gestion	Socio-éducatif	Totaux
Institution	0.48	0.72		1.20
MJAGBF	0.28	0.16	1.36	1.80
MJPM	3.27	14.96	20.68	38.91
MASP/MAESF	0.20	1.00	3.63	4.83
Cons.Num.	0.28	0.06	1.00	1.34
Logement	0.06	1.76		1.82
Gestion FAJ	0.02	0.52		0.54
PCB	0.50	0.20	1.90	2.60
TOTAUX	5.09	19.38	28.57	53.04

I) Redevance à l'URAF

L'UDAF de l'Ardèche a prévu une redevance et une cotisation annuelle à hauteur de 4 000€ conformément à l'article 3 de la convention relative au fonctionnement de l'association interdépartementale des UDAF Rhône Alpes affecté sur le compte 622820.

J) Reversement du Fonds Spécial

Il a été retenu 10% de la 1^{ère} tranche du fonds spécial soit 18 582.44 € aux fédérations et associations.

K) Décision de l'Assemblée Générale

L'Assemblée générale de l'Ardèche réunie le 5 Juin 2023 a décidé à l'unanimité :

- d'affecter le résultat 2022 (hors tutelles et institution) en report à nouveau pour un montant de – 3122.59€
- le résultat 2022 de l'institution de 8 609.85€ en réserve pour investissement au compte 10682

- et nous sommes en attente pour le service MJPM et DPF pour l'exercice 2022

Nous proposons au résultat 2021 MJPM au compte 106820 excédent affecté à l'investissement pour 32 901.34€.

Et Résultat 2021 DPF au compte 11510 excédent affecté à la réduction des charges d'exploitation pour 6 317.68€.

Par contre nous avons le retour de l'exercice 2021 pour le service MJPM et DPF

Résultat arrêté 2021 MJPM de 32 901.34 € ramené à 50 202.23 € affecté à :

La réserve de compensation des charges d'amortissements pour un montant de 50 202.23€; : 30 196.59

Résultat arrêté 2021 DPF de 6 317.68€ ramené à 8 931.65€ affecté à :

Réserve de compensation des charges d'amortissements pour 8931.65€

L) Observation sur les comptes des services MJAGBF et MJPM

Le bilan présenté fait apparaître un excédent de 55 335.60€

Cet excédent correspond aux situations suivantes :

- Excédent institution	25 455.37€
- Excédent Service Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF)	5 991.87€
- Excédent Service Mesures Judiciaires de Protection des Majeurs (MJPM)	8 065.38€
- Excédent service Logement	- 4 368.29€
- Déficit service Conseiller numérique	14 442.40€
- Excédent service Gestion Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)	- 67.41€
- Excédent service Masp/Maesf	3 130.08€
- Excédent Point Conseil Budget	2 686.20€

Les comptes des services MJAGBF et MJPM sont des Etablissements et Services Sociaux et Médicaux Sociaux ESSMS. Ils sont soumis aux dispositions du décret du 22 Octobre 2003 repris dans les articles R314-8 et suivants du Code de l'Action Sociale et

des Familles. Selon l'article R514-52 de ce code l'autorité de tarification peut avant d'affecter le résultat de ces services en modifier d'office le montant.
Ces comptes sont sous réserve d'une modification possible du résultat des services MJAGBF et MJPM par l'autorité de tarification.

M) **Réajustement de la clé de répartition** des salaires entre les services pour le personnel attaché à la direction selon le chiffre d'affaire de l'année 2021 et pour le personnel RH selon l'effectif de l'année 2021.

N) **Tableau de variation de fonds propres** : tableau prévu à l'article 431-5 du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif peut être adapté en application de l'article 153-1 selon le modèle suivant :

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	106 714,31				106 714,31
Fonds propres avec droit de reprise					0,00
Ecart de réévaluation					0,00
Réserves	1 159 984,01	67 743,73			1 227 727,74
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		59 133,88			59 133,88
Report à nouveau	135 123,03	13 211,52			148 334,55
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		24 693,53			24 693,53
Excédent ou déficit de l'exercice	80 955,25			25 619,65	55 335,60
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	75 467,99			61 410,74	14 057,25
Situation nette					
Fonds propres consommables					0,00
Subventions d'investissement	41 080,87				41 080,87
Provisions réglementées	18 383,12			1 401,83	16 981,29
	1 542 240,59	80 955,25	0,00	27 021,48	1 596 174,36

0) **Tableau de détermination du résultat global** : art.153-2

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE 2022	EXERCICE 2023
RESULTAT COMPTABLE	80 955,25	55 335,60
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	80 955,25	55 335,60
Dont résultat effectif sous gestion propre	5 487,26	41 278,35
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	75 467,99	14 057,25